

# L'équation flaman de: faire mieux avec moins

■ L'accord flamand est ambitieux mais passera quand même par de sérieuses réductions...

Eclairage **Christian Laporte**

**F**aire confiance, relier, aller de l'avant...", c'est le fil jaune et bleu de la nouvelle majorité régionalo-communautaire flamande pendant les cinq prochaines années. Un slogan qui rappelle le "verandering voor vooruitgang" de la N-VA mais les monarchistes y verront une allusion au dernier discours royal. Cela dit, sur les principes, les trois V (*vertrouwen, verbinden, vooruitgaan*) s'inscrivent dans l'air du temps, entendez : celui d'une nécessaire orthodoxie budgétaire imposée par l'Europe mais où, parce que les temps sont incertains, il faut assurer un maximum d'emplois et le plus grand bien-être possible à ses concitoyens. C'est pourquoi, en présentant l'ambitieux accord de gouvernement flamand qui fait 118 pages (!), le futur ministre-président Geert Bourgeois, le ministre-président Kris Peeters, clairement en partance – il l'a dit à plusieurs reprises – et la présidente de l'Open VLD Gwendolyn Rutten ont en permanence fait référence à l'équation incontournable : il va falloir économiser, donc rationaliser et restructurer pour atteindre l'équilibre budgétaire dès 2015 (contre 2018 au sud du pays), mais en même temps cela apurera la dette flamande. Et cela ne se traduira pas par des taxes augmentées ou supplémentaires. Voici les grands axes de l'accord.

**1 Resserrer les boulons des outils administratifs et politiques.** Concrètement, le mot d'ordre général est de "faire mieux avec moins". C'est ainsi avoir moins de communes mais mieux équipées. Par contre, l'institution provinciale est clairement dans le collimateur. Il y aura 50 % de conseillers en moins et plus que quatre députés provinciaux pour chacune d'elles. Leurs compétences personnalisables leur échapperont. Les administrations vont aussi subir une sérieuse cure d'amaigrissement : le nombre d'entités va passer de 88 à 62 et le regroupement de certaines

compétences renforcera cette politique vers une grande spécialisation. Mieux : en 2020, l'administration devrait être totalement digitalisée.

**2 Une politique de mobilité ambitieuse.** La Flandre veut à l'échéance de 2020 ramener en dessous de 200 le nombre de victimes annuelles de la route. La nouvelle compétence sera utilisée à fond avec un plan de sécurité routière qui associera tous les acteurs et les réunira dans une Maison flamande pour la sécurité routière. L'accent sera aussi mis sur des transports en commun plus attirants mais le revers de la médaille est que les seniors ne pourront plus circuler gratuitement. En même temps les autorités flamandes mettront le paquet sur la fluidité du trafic en réalisant certains grands travaux. Il en résulte le maintien du projet de l'Oosterweel à Anvers qui divisa les coalisés de la "Suédoise" flamande et une accélération du dossier pour désengorger Bruxelles.

**3 Une protection sociale flamande accrue.** En matière d'allocations familiales, la Flandre les maintient pour tous mais va aider de manière complémentaire les enfants nécessitant des soins particuliers et ceux de ménages à bas revenus. Une attention plus particulière ira aux personnes handicapées en vertu d'un décret qui attendait d'être concrétisé.

**4 Un enseignement sous contrôle.** En matière d'enseignement, on va rationaliser. Avec le regroupement de certains services au-delà des réseaux. De nouvelles écoles seront construites mais ça nécessitera des restrictions dans les budgets de fonctionnement actuels.

**5 Aides à l'emploi.** La Flandre entend faire monter le degré de mise au travail à 76 %. Cela se traduira par un renforcement de la politique d'activation. En direction des jeunes mais aussi des plus de 55 ans et enfin des personnes handicapées pouvant travailler.

**6 Politique culturelle ambitieuse.** Cette dernière servira à renforcer l'identité flamande et son rayonnement international. Les Flamands pourront bénéficier d'un Uitpas et l'accent sera mis sur la politique du livre. Enfin sur le plan des médias, le paysage devra rester pluriel et équilibré. Quant à la 3<sup>e</sup> chaîne publique, elle ne sera pas développée sauf comme chaîne d'appui en cas de nécessaire découplage.

## 62

### "MACHINS" PUBLICS

L'accord gouvernemental flamand entend drastiquement réduire le nombre d'entités administratives. De 88 à 62...

**Bon à savoir****Entre protectionnisme et loyauté fédérale...**

**Bruxelles.** On le sait : la Flandre ne veut pas perdre Bruxelles et entend le montrer : la mesure est de l'ordre de la communication mais toutes les institutions flamandes de la capitale auront un logo commun. Et juste à côté de la Monnaie, symbole des symboles de l'Etat initial, lorsque "le Belge est sorti du tombeau", le Muntpunt doit devenir un lieu d'accueil sympa pour les Flamands dans leur (double) capitale...

**Le Rand.** Ne dites pas : périphérie bruxelloise mais plutôt "de Rand" : lui aussi bénéficiera toujours, passez-nous le jeu de mots "borderline", de facilités pour renforcer son caractère flamand. Avec une réaffirmation très claire confirmée par les futurs ministres N-VA : pour toute la communication officielle à destination des citoyens, les principes

des fameuses circulaires Peeters et Cie seront toujours de mise. En d'autres termes, les autorités flamandes ne tiendront pas compte de l'avis du Conseil d'Etat qui voici quelques semaines les envoyait par le fond. Ben Weyts, un des futurs ministres, a été très clair à ce sujet confirmant aussi le retour prochain de "Wonen in eigen streek", cette politique d'attribution de logements en fonction de liens proches avec la région qui avait été contestée par le député UF Christian Van Eyken. Par contre, l'accord dit encore noir sur blanc que la Flandre ne ratifiera pas la Convention sur les minorités...

**Un service flamand.** Toujours dans ces eaux communautaires parfois encore agitées après la scission de B-H-V, le gouvernement Bourgeois fera aussi voter un décret sur l'usage des langues en matière de rédaction d'actes notariaux. Et il veillera à ce que le patient ou le client à Bruxelles ou dans la... région flamande voisine puisse être servi dans sa langue. "Vous n'imaginez pas", nous lance Ben Weyts "que nous recevons des

*plaintes de citoyens flamands qui déplorent ne pas être soignés correctement parce que, surtout de nuit, on tombe sur du personnel ne comprenant pas le néerlandais dans certains homes !"*

**Réforme de l'Etat.** Il était évidemment tentant de demander au futur ministre-président Bourgeois s'il appliquera loyalement la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat. La réponse fuse : "*nous souhaitons compléter cette réforme par des accords de coopération mais nous utiliserons toujours aussi nos propres compétences dans le cadre constitutionnel et légal !*" Un signe qu'on ne peut interpréter que de manière positive. Tout comme s'annonce la volonté de coopérer loyalement aussi avec le futur gouvernement fédéral que le nouveau numéro un flamand espère voir mis sur pied rapidement. Sans hésitation, il pense qu'il sera possible de travailler correctement et dans le respect des compétences respectives avec l'équipe "suédoise", du moins si elle voit le jour !

**C.Le**